

## **Poutine & Trump — un attelage ?** **Une tentative d'aller voir derrière les mots** *Kai Ehlers*

Oui, aimerait-on dire — et pourtant non. Nonobstant des profils personnels et politiques différents, Donald Trump et Vladimir Poutine forment un attelage, pressés par le besoin, qu'ils le veuillent ou non. Et pourtant ils ne sont nonobstant pas en attelage.

Tous deux sont attelés devant un tombereau, dont les roues menacent de s'enfoncer dans le borbier des problèmes globaux irrésolus. Eux-mêmes — et les « élites » qui se trouvent derrière eux — sont désemparés quant à la manière de s'y prendre avec la dynamique d'expansion qui est hors de tous ses gonds et l'inégalité croissante entre les quelques profiteurs de ce développement et le nombre, qui augmente et menace, de ceux qui en sont désavantagés, des exclus et des « superflus » — Marx dirait, des « pauvres rendus inutiles » — sans pouvoir se débarrasser d'eux. Ces milliards exigent de plus en plus impatiemment leur prise de participation à la richesse du monde, globale et locale. Un crépuscule des élites s'annonce donc, si l'on n'en revient pas rapidement à la raison.

L'ordre mondial unipolaire qui avait pris naissance à la fin de la Guerre froide, est pris dans un violent mouvement. La Syrie en est le foyer de combustion actuel, là où des combats pour la souveraineté locale, des zones d'influence et de prédominance globale, croisent les limites d'une guerre globale.

Il serait naturellement pensable que les « élites » dans cette situation de crise, au mépris de leur origine et des profils personnels de leurs représentants, travaillassent ensemble au dénouement de ces nœuds pour surmonter leur perplexité, en effet, voire se tinsent prêt(e)s à accepter des conseils et de l'aide d'en « bas », au lieu de faire de ces milliards d'êtres humains les spectateurs impuissants ou victimes de leurs résolutions.

Dans les questions de détail, actuellement négociées par communications téléphoniques entre l'homme nouveau de Washington et son collègue, déjà très anciennement en fonction à Moscou, mainte chose pourrait effectivement devenir possible. On parle de la mise en place de zones protégées pour les réfugiés en Syrie, d'une fin des sanctions contre la Russie, d'une liquidation des conflits en Ukraine et en Crimée. voire même, pour finir, d'un projet commun contre la terreur — à l'occasion de quoi il est vrai qu'il faut s'interroger sur ce qui est compris à chaque fois sous le « terme » de terreur.

Tout cela résonne selon des rectifications de front — et cela aussi serait à saluer, si cela menait à une détente sur tous les terrains de conflits en retard, si cela pouvait contribuer à empêcher l'extension ultérieure du terrorisme. Bien sûr, au delà de la question de savoir ce qu'on entend à chaque fois sous le terme de terrorisme, on doit s'en tenir fermement au fait que le terrorisme ne sera jamais écarté au moyen d'une action militaire russo-américaine combinée, mais au contraire seulement au moyen d'une autre politique fondamentalement différente des « développés » à l'égard des mondes « qui sont en développement », une politique qui donne aux êtres humains la possibilité d'organiser leur vie et leur lieu de vie.

Du reste, les premiers décrets de politique extérieure du nouveau président US, lesquels mettent en place une interdiction arbitraire d'immigration aux USA pour une série de pays musulmans, sont plutôt propres à pourvoir en nouveaux combattants et combattantes le terrorisme au niveau mondial sur ces terrains qu'à les réprimer. Dans l'insécurité des nouvelles lignes de front des conflits non résolus, comme en Ukraine, il faut s'attendre à ce que d'autres conflits s'enflamment.

### **Perspectives différentes**

Quoique attelés de cette manière — et malgré d'éventuels compromis dans les questions de détail — Poutine et Trump s'efforcent pourtant à tirer dans des directions opposées. L'un, Poutine, s'efforce depuis le temps de son entrée en fonction, en 1999/2000, en direction d'une ordre mondial coopératif, à partir d'une bonne compréhension de ses propres faiblesses et aussi à partir d'une expérience historique amère qui conduisit à une sur-dilatation de ses propres énergies.

L'autre, Trump, mû par l'aspiration à ne plus être plus longtemps « exploité » par les obligations mondiales, comme il le crie, sous la devise d'un « *America first !* » dresse la menace d'une parcellisation des structures globales — avec en même temps une surélévation de sa propre revendication de puissance, celle des USA. Or cela donne libre cours aux impulsions autoritaires et nationalistes.

Bien loin de tirer dans une même direction, quoique attelées ensemble, les dynamiques de la Russie et des USA s'opposent donc à l'extrême. Poutine vise la stabilisation et une réforme de l'ordre de l'état national, telle qu'elle s'est mise en place aux Nations Unies, fixée par leur charte. Trump force aux relations bilatérales sous la houlette des USA.

Avec cela se poursuit donc à l'extrême ce que déjà la politique avait déterminé dans les années passées. Si l'on devait mettre en image la situation qui en résulte, alors on devrait choisir une balance, dont un plateau s'enfoncé, tandis que l'autre se relève. Voyons cela en détail.

### **Resserrement avec Trump...**

Depuis des années, la stratégie américaine vise à conserver la prédominance mondiale des USA selon le principe du « diviser pour régner » — sans pourtant en entraver la ruine. Un bon témoin de cela c'est le célèbre stratège US, Zbigniew Brzezinski, dans les ouvrages duquel les degrés du déclin de la puissance dirigeante américaine sont d'autant plus saillants que Brzezinski s'efforce de son côté d'autant plus fortement à mettre en relief les priorités — en cela il est donc un précurseur involontaire de Trump, lequel apparaît à présent comme le surgeon inférieur de cette échelle de degrés dont il est un héritier :

L'effondrement de l'Union soviétique, Brzezinski le salua sous les clameurs de la fanfare du vainqueur dans son ouvrage : *La seule et unique puissance mondiale — La stratégie américaine de la prédominance*. Celui-ci parut en 1995, pour la première fois, pour devenir un *bestseller* mondial. Le scénario stratégique est esquissé dans l'ouvrage pour expliquer comment les USA pouvaient conserver la domination mondiale, qui leur est tombée du ciel, en veillant pour cela à ce que dans l'avenir, en particulier en Eurasie, aucun nouveau rival ne pût relever la tête. Sur cette ligne, les USA ont développé après 1990/91, leur politique d'encerclement de la Russie.

Dix ans plus tard, en 2006, s'ensuivit le premier bilan de Brzezinski, déjà essentiellement amorti, sous le titre de : *La seconde chance*. Dans cet ouvrage, il examine en rétrospective les présidences de Bush I, Clinton et de Bush II (selon la manière d'écrire de Brzezinski). **Bush I** — dans la caractéristique de Brzezinski, un administrateur moyen qui n'a rien fait de la victoire de 1990/91, **Clinton** — un *parvenu* [en français dans le texte, *ndt*] qui a promis beaucoup trop au monde et de ce fait, gaspillé à la légère le potentiel américain —, **Bush II** — un risque-tout politique qui, avec sa brutale « guerre contre le terrorisme » en cavalier seul, a criminellement porté préjudice au crédit des USA dans le monde et à leur position de puissance mondiale dirigeante. En même temps, il a négligé de manière répréhensible l'éducation et la formation de la population. Avec le niveau de l'éducation aux USA après lui, en effet — et cela selon ce qu'en dit Brzezinski — il n'y plus de possibilité de faire comprendre une politique mondiale.

Il ne pourrait pas donc pas y avoir de seconde chance pour la puissance mondiale affaiblie après ces trois présidents, selon Brzezinski, et pour que le pays prît un nouvel élan, il faudrait renouveler « *l'American way of life* » au moyen d'une offensive fédérale à l'intérieur et à l'extérieur. La politique d'Obama du « *Yes, we can* » était une enfant de cette critique, une offensive du sourire avec une escalade simultanée des interventions US dans le même mandat.

Un intervalle encore plus tard, en 2013, dans l'année qui précéda le mouvement ukrainien *Maidan*, sous le titre : « *Strategic Vision, America and the crisis of global power*, Brzezinski se voit désormais contraint à faire la déclaration suivante : « *Eu égard à la nouvelle dynamique des complexes internationaux et à l'Asie qui s'éveille à la politique, la nouvelle réalité est telle qu'aucune puissance ne peut plus tenter de « dominer » l'Eurasie — dans les paroles de Mackinder — et donc ainsi de « commander » le monde. Le rôle de l'Amérique, en particulier depuis 20 ans qu'il est galvaudé (having Wasted), doit être à présent aussi subtil que responsable aussi vis-à-vis des nouvelles réalités de puissance de l'Asie. Une domination par un seul état unique, combien fût-il puissant, n'est plus longtemps possible en considération des nouveaux joueurs (player) régionaux qui se redressent d'orgueil* ». Sous la prise en compte de ces faits, Brzezinski répète cela seulement en objurgation qu'on puisse encore agir à l'encontre du déclin ultérieur de la puissance US dominante.

Comme le montre l'évolution, la mise en place d'une plus large politique fédérale sous Obama — selon la seconde exhortation de Brzezinski — n'a pas pu empêcher la poursuite du déclin de la prédominance US. Les USA se sont beaucoup plus enfoncés profondément dans la voie sans issue du cavalier seul, avec la politique du *Regime changes* et la mise à mort ciblée au moyen des drones. Sur ces entrefaites, la propagande agressive d'Obama vis-à-vis de la Russie, soi-disant fauteuse de guerre, n'a pas fait plus illusion. L'aventure ukrainienne, comme aussi le retrait prématuré des USA de la Syrie, ont beaucoup plus laissé nettement reconnaître l'affaiblissement des USA.

Trump est l'héritier de cette politique de déclin intérieur et extérieur. Au lieu de s'insérer dans une alliance élargie avec les « *new comers* » [nouveaux arrivants, *ndt*] selon l'objurgation de Brzezinski pour la formation d'une force coopérative, il choisit lui, la voie d'une fragmentation ultérieure de l'ordre international qu'il ressent, comme il le proclame, comme une charge — dans l'hypothèse erronée que l'Amérique redevint grande de cette manière. Cela se produit en outre sans programme décelable pour autant, conformément à la devise : après moi le déluge !

En opposition aux plaintes faisant rage en ce moment avant tout en Europe, qu'avec la devise brutale de Trump la tradition démocratique de la « *Pax Americana* » est rompue, le nationalisme des USA, lequel se couvrait [pudiquement, *ndt*] jusqu'à présent sous ce bouclier, se voit ainsi mis ainsi à nu actuellement avec Trump, purement et simplement comme un surhaussement et une manifestation dévoilés. L'indignation irritée des partenaires atlantistes des USA, eu égard à cette manifestation du caractère effectif de la politique US, laissent reconnaître, avant tout autre chose chez eux, une inquiétude, à savoir, l'inquiétude de se voir démasqués eux-mêmes, en même temps que les Américains se démasquent.

### **... et grandir avec Poutine ?**

Au contraire Poutine — lui-même pareillement un héritier, à vrai dire d'une évolution qui progressa en sens contraire. Elle prit son essor de Mikhaïl Gorbatchev, lequel voulait rentrer dans la Maison Européenne, passa par Boris Eltsine, lequel voulait rentrer tout de suite dans la Maison américaine, jusqu'à Poutine et Medvediev, avec toujours la même proposition d'un duo, sans cesse répétée, de vouloir créer ensemble avec l'OTAN une « architecture de sécurité » de Vladivostok à Lisbonne.

Sur cette ligne, il s'agissait, depuis le début, d'apporter des forces à la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique. Pour cela le pays avait besoin d'un renforcement de l'ordre international, comme il est représenté par les Nations Unies et décrit dans la charte de celles-ci. Parfaitement compris dans le propre intérêt de la Russie à partir de sa propre faiblesse, tout cela en protection contre la dominance surpuissante des USA.

Les stations de ce processus de restauration tardif et post-soviétique ne résultèrent pas d'un programme de revanche et de ré-impérialisation, comme il fut imputé depuis l'Occident, mais au contraire à partir des faits concrets d'un effondrement complet de l'Union soviétique lequel menaçait tout simplement la vie de la population, donc il s'agissait des pures nécessités d'une restauration de l'État russe, bref !, des structures sociales fondamentales à restaurer.

Gorbatchev appela à l'aide l'Occident en 1991, pour la réalisation de sa réforme du socialisme — qu'il n'obtint pas, et cela se comprend, de ses investisseurs potentiels. On le renvoya donc faire naufrage chez lui, à partir du G7 londonien, tandis que dans le même temps, on encourageait et aidait Eltsine à ouvrir tout grand le pays à la colonisation économique et culturelle de l'Occident.

Ce n'est qu'avec Vladimir Poutine, que revint à elle-même, quelque chose comme la conscience de la Russie dans la société russe. Poutine formula deux grands objectifs fondamentaux lors de son arrivée au pouvoir qu'il suivit et poursuit depuis avec constance et ceci jusqu'à aujourd'hui : reconstruire toutes les caractéristiques et propriétés de l'État pour la Russie et lui redonner, en correspondance, son rôle historiquement développé pour en faire de nouveau un nœud eurasiatique d'intégration.

Avec ce programme de travail — en son temps, sans prétention, qu'il fit connaître publiquement par une communication sur *Internet* — il se tourna tout d'abord vers la stabilisation des conditions intérieures du pays, força les oligarchies à mettre fin à leur guerres de toutes contre toutes dans le sillage de la privatisation des capitaux sociaux [que le peuple avait donc en propriété commune, *ndt*] pour se consacrer à la reconstruction du pays. Pour le nouvel empire, cela voulait dire repayer des impôts, des intérêts et s'embarquer de nouveau dans un minimum d'engagements communautaires et sociaux, remettre leurs fortunes privées à une direction et gestion coopératives ayant à se soumettre aux règles de l'état.

Bref, c'était un programme de redressement. Celui qui n'en voulait pas, se vit mis de côté. Que l'on se souvienne de noms comme Vladimir Goussinski, Boris Bresovski, Mikhaïl Chodorkovski qui, sous Eltsine, — outre le FMI — s'étaient élevés au rang de Seigneurs [Boyards du tric ?, *ndt*] non-éclairés de la Russie.

Le coup de la véritable libération de Poutine consista néanmoins dans la résiliation de la dépendance dans laquelle Eltsine avait succombé, en acceptant des milliards de crédit du FMI, s'ensuivit donc là-dessus encore le

remboursement des vieilles dettes soviétiques aux prêteurs occidentaux, lesquels ne voyaient aucun intérêt à ce remboursement, puisqu'au contraire ils eussent préféré les voir s'accroître.

Après la consolidation intérieure, Poutine rencontra — conformément à la prétention de la gestion de crise — l'encerclement en politique extérieure de la part des USA. C'est de là que s'ensuivit le donnant-donnant, qui fut progressivement grandir en correspondance les forces de la nouvelle Russie.

En 2007, Poutine surgit sur la scène, à la « conférence sur la sécurité » de Munich, où il s'opposa pour la première fois publiquement à la militarisation agressive de la politique occidentale par les USA, et également à la politique d'élargissement toute aussi agressive de l'UE et de l'OTAN vers l'est — sans être pour autant pris au sérieux à l'époque. Les médias occidentaux le firent apparaître beaucoup plus comme un « faraud faisant montre volontiers de ses muscles » (*Möchtegern-Kraftprotz*).

Mais en 2008, après la série des « révolutions multicolores » et eu égard aux amorces sérieuses d'élargissement de l'OTAN et de l'UE vers l'est, en Ukraine d'abord, puis vers la Géorgie et encore au-delà, la Russie sortit le « carton jaune » contre la provocation du président géorgien Saakaschvili, qui voulait incorporer l'Ossétie.

À la suite de la crise de Géorgie, pareillement en 2008, il y eut les premières amorces de fondation de l'Union Eurasienne — du reste poussée non pas par Poutine, mais par le président du Kazakhstan, Nasarbaïev. En 2010, s'ensuivit le renouvellement actif de la proposition faite à l'OTAN de formation d'une « zone commune de sécurité ». En 2013, la Russie proposa de résoudre la scission Est-Ouest de l'Ukraine par un arrangement négocié entre l'Union Européenne et l'Union eurasiennne. Aucune de ces propositions n'eut de valeur acceptable pour l'Occident.

Avec le changement de régime en Ukraine en 2014, poussé par l'Occident, la Russie passa de la résistance passive vis-à-vis de la politique d'encerclement occidentale à une politique active en soutenant le référendum de la population de Crimée, sur la question du retour de la péninsule à la Russie et en accueillant la Crimée dans la fédération de Russie. En même temps, elle encouragea les efforts pour l'autonomie à l'est de l'Ukraine — écarta assurément des désirs d'adhésion émanant du lieu, en effet, mais elle même proposa l'édification d'une étatisation de la région comme une « *Nova Rossia* ».

Avec l'intervention des bombardiers russes aux côtés de Bachar al Assad en Syrie et contre « l'état islamique », laquelle mena à une retraite provisoire des USA de leur série d'interventions en Mésopotamie, le management russe des crises rencontra son point culminant. Le résultat en est l'actuelle crise qui est un « pat » entre la Russie et les USA, comme cela se précipita dans les négociations sur le cessez-le-feu initiées par la Turquie, la Russie et l'Iran, dans la capitale du Kazakhstan, Astana, auxquelles les USA ne prennent part qu'en observateurs. Ce qui s'ensuit reste ouvert.

### **Un pat — mais des intérêts communs ?**

Ainsi les deux « partenaires » globaux se trouvent-ils donc aujourd'hui face à face. Quand bien même pourtant il est question d'intérêts communs, voire même d'un langage commun des présidents, quand on affirme que « *l'America first* » signifie la même chose que l'intention déclarée de Poutine de vouloir reconstruire la Russie, si même on souligne que tous deux sont également déconcertants et que désormais les USA resteraient donc tout aussi imprévisibles qu'autrefois Poutine l'était lui-même, alors cela n'équivaut à rien d'autre qu'à jeter de la poudre aux yeux et, dans le cas le plus innocent, simplement à une méconnaissance des faits historiquement concrets ou bien encore tout simplement de la sottise.

La continuité d'une portée incalculable de la politique de Poutine est un fait concret, car depuis son entrée en fonction, il a progressé pas à pas de manière calculable d'abord avec la stabilisation de la situation de politique intérieure puis il a procédé à celle des relations globales — alors que les USA perdait, dans la même mesure, leur appréciabilité et qu'ils s'apprentent à présent, avec Trump, de la perdre complètement.

Un résultat, c'est que les deux grandes puissances — outre la Chine comme accompagnatrice tranquille jusqu'à présent — qui déterminent essentiellement la politique mondiale, se situent désormais de manière polaire sur la même et unique évolution actuelle, justement en étant disposées comme dans un attelage. Mais il existe une différence décisive : Trump veut dépecer l'ordre mondial en fragments nationaux ; Poutine, lui, veut maintenir la souveraineté de l'état national comme préalable à toute stabilité.

Poutine et Trump se rencontrent donc tous deux sur le même point *malade* de l'ordre mondial actuel, tous deux donc sur un sol spongieux, mais bien entendu en fin de compte, quand bien même, avec des aspects contraires.

Car la forme actuelle de l'ordre des états nationaux manifestée dans les Nations Unies — que l'un veut maintenir, alors que l'autre veut mettre de côté, encore plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent — ne fait donc plus que plus ou moins survivre, en considération de la mise en réseau mondiale de l'économie, de la technique et de la culture. Cette forme ne nécessite pas seulement une réforme, mais elle a surtout besoin d'une évolution conforme à l'époque que nous vivons.

Sur l'organisation fondamentale de l'état national, la vie d'un état d'aujourd'hui — pour ne rendre cela palpable ici qu'en toute brièveté — est à comprendre selon le credo, qui naquit au 19<sup>ème</sup> siècle, selon lequel tous les domaines de la vie sociétale, de l'économie à la culture, sont gérés par l'état unitaire national sous un monopole d'état, qui concentre tout le pouvoir, et gère en le faisant valoir contre tous les autres états, avec lesquels, pour lui-même, chaque état doit partager les énergies du travail, les ressources et les marchés.

Pour le dire brièvement : ce qui est un gain pour un état est forcément une perte pour un autre. Avec un tel ordonnancement des états, il va de soi que des guerres sont d'autant plus inévitables qu'augmente le nombre des états unitaires qui doivent de cette façon se partager la tambouille globale.

Dans la situation des choses, la politique que Trump mentionne d'engager est, bien entendu, la plus dangereuse qui soit, dans la mesure où elle a déjà été celle entamée par ses prédécesseurs qui ont poussé à la fragmentation de cet ordre mondial sous le slogan d'« *America first* », sans aucuns égards aux conséquences futures, seulement motivés qu'ils sont par une tendance spontanée à l'extrémisme inférieur, de la superpuissance US, telle qu'elle s'exprime dans ce slogan. Une stratégie de Poutine, dans la mesure où elle conçoit sa propre survie dans le cadre d'un management global des crises, renferme, par contre, la chance de mettre en place quelque chose comme des cadres de stabilité provisoire, qui pourraient servir de tremplins à un ordre qui renvoie enfin au-delà de l'état national comme à une configuration de base pour la vie actuelle de l'état.

### **Du pat à deux au pat à trois**

Il faut encore ajouter, à tout ce qui vient d'être dit jusqu'ici, que la question du nouvel ordre imminent ne peut pas être solutionnée seulement entre les deux pôles USA et Russie. Certes, certaines lignes historiques réapparaissent provenant de l'oubli de l'histoire : ainsi celle anglo-américaine, qui à partir de la tradition du *Commonwealth* britannique, prit son propre essor vis-à-vis de l'Europe centrale et de l'Eurasie. C'est une trace qui serpente, depuis le temps de la première Guerre mondiale, par la seconde et ressurgit avec les constellations qui se mettent en place en ce moment-même. Elle vise à un affaiblissement de l'Europe, plus précisément, du centre européen et tout particulièrement de l'Allemagne, et plus exactement encore — pour le dire incessamment — à l'empêchement de la formation d'un éventuel axe germano-russe. La sortie de la Grande Bretagne de l'UE et sa nouvelle proximité aux USA, sous Trump, fait apparaître ces lignes sans que l'on puisse se méprendre, après le *brexit* et le changement du président US.

Les parallèles historiques ne sont bien entendu encore que conditionnellement valables, il ne peut pas y avoir de simples répétitions des constellations historiques, parce qu'entre temps — comme déjà, correctement décrites par Brzezinski sous le mot-clef de « déplacement tendanciel ouest-est des centres de pouvoir mondiaux » — d'autres forces sont entrées dans le monde, en particulier la Chine. Avec cela l'impulsion historique du *Commonwealth* n'est donc plus le seul et unique élément déterminant dans l'histoire du monde et pas non plus dans la relation entre les USA et les Britanniques et ne peut pas non plus le redevenir, s'il ne se produit pas de miracle.

Une relation à trois est donc ainsi née, consistant en la Russie plus la Chine, l'Europe et les USA, à laquelle tous les autres pays du monde doivent s'adapter. Cela pourrait donner une persistance temporaire au pat, apparu entre la Russie et les USA.

### **Cela pourrait, si**

Bien entendu, même dans un telle relation triangulaire, justement, un accord moratoire temporaire ne peut plus prendre naissance. Pourquoi ? Parce que les questions fondamentales de l'évolution actuelle, ne sont pas seulement résolues par le management des crises aussi longtemps que ces trois-là — et pas seulement ceux-là, mais au contraire toutes les autres puissances du monde — s'en tiennent encore à l'actuelle production et manière de vivre de l'expansion capitaliste qui, en effet, de son côté, est la cause originelle des apparitions des crises, comme celles que nous avons aujourd'hui.

On ne peut jamais assez le répéter : nous vivons dans un monde dans lequel toutes les tentatives entreprises jusqu'à présent pour installer le paradis sur Terre, ont échoué. Cela concerne la promesse de bonheur du capitalisme comme également celle du socialisme réel. La forme de globalisation jusqu'à présent s'avère, par dessus le marché, non pas comme une solution mais bien au contraire comme une aggravation de ces résultats. La question qui se pose est donc celle-ci : *Comment* voulons-nous vivre, si nous ne voulons pas vivre comme cela mais aussi si nous ne voulons pas vivre non plus dans ces conditions ?

Aussi longtemps que pour trouver une réponse à cette question on ne sort pas du réductionnisme de l'être humain à un « *Homo consumens* », qui peut seulement penser et vivre en catégories d'expansion persistante, de la « croissance », économiquement parlant, aussi longtemps qu'il n'y pas d'autre orientation du monde et qu'aucune autre compréhension de l'être humain n'est développée qui conçoive de nouveau l'être humain comme un tout cosmique, davantage s'aggraveront les contradictions dénommées et incontournables, sous quelque constellation [politique, *ndf*] que ce soit.

Cela concerne aussi la question nationale. Certes, la considération de l'ordre international, comme elle est contenue dans la Charte des Nations Unies pourrait fournir un point de départ pour des évolutions ultérieures, si tous les pays pouvaient encore s'unir là-dessus encore sur des cadres obligatoires et que personne ne tirât de travers, mais — pour le dire une fois encore sans qu'on s'y méprenne — en considération des ramifications globales de nos actuelles économies, techniques et cultures, l'ordre national de la vie du peuple c'est l'organisation nationale concrètement parlant, la main mise nationale sur le champ des ressources etc., or c'est un modèle qui est arrivé complètement à bout de course.

Les tâches imminentes d'aujourd'hui, avant toutes, la gestion des ressources — ne serait-ce que la pétrole et *Internet* — peuvent être seulement résolues librement et de manière libératoire, si cela ne se produit pas dans le cadre national restreint, mais selon la gestion d'un bien de communauté universelle. Rien que cela peut déjà offrir une évolution dans le cadre d'utilité publique et mener en même temps à la réanimation existentielle nécessaire des espaces locaux reliés les uns aux autres par de plus grandes ou plus petites communautés des besoins.

Une différenciation des activités sociétales utilisées avec laquelle l'être humain individuel peut vivre à la fois de manière auto-organisée et en communauté coopérative, sans être restreint à un monopole d'état ou bien même sans être soumis à une hégémonie globale comme un simple consommateur et se voir ainsi rabaissé par les cercles vicieux des intérêts étrangers.

De possibles amorces à ces évolutions, il y en a eu de nombreuses, globales, régionales et locales. Après la première, et pareillement, après la seconde Guerre mondiale, et aujourd'hui. On a déjà beaucoup écrit là-dessus et beaucoup de ces amorces ont été vérifiées et confirmées. Une réalisation à grande échelle en est encore nonobstant attendue. Un pat provisoire entre les grandes puissances actuelles et leurs « *followers* » [suiveurs] personnels, pourrait être la chance d'un nouvel essor pour encourager de telles initiatives à se développer. Mais pourtant il est clair que le rapatriement des relations actuelles globales et bilatérales sous la dominance d'une hégémonie, comme celle de la politique américaine — plus précisément celle qu'a au bout du viseur [de son fusil, *ndf*], son président actuel — n'est pas appropriée pour encourager de telles alternatives, même pas au titre d'amorces. Elle aboutira à la destruction de telles amorces. Il est possible que cela soit aussi un chemin de connaissance, mais ce sera alors le pire chemin qui soit.

***Sozialimpulse* 1/2017.**

(Traduction Daniel Kmiecik)

**Kai Ehlers, [www.kai.ehlers.de](http://www.kai.ehlers.de)**

Voir à ce sujet la vidéo: <http://www.russland.news-putin-und-trump-ein-gespann-video> et l'ouvrage : Kai Ehlers, La vertu du super fluide – et la pouvoir du superflu, édition à compte d'auteur, à commander auprès de [www.kai.ehlers.de](http://www.kai.ehlers.de)

**Kai Ehlers** né en 1944, études d'histoire, de journalisme et science théâtrale, Par l'APO et la nouvelle gauche, son chemin le conduisit au début des années 80 dans l'Union soviétique en crises. Le centre de gravité de son activité comme journaliste, écrivain, chercheur et organisateur, repose depuis dans les changements de l'espace post-soviétique et leurs conséquences locales et globales. À l'occasion son attention se focalise d'une manière croissante sur l'élaboration d'alternatives aux crises du système financier global et de la culture